

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 07/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



ARDOISIERE FANGLE GRORID

ROUTE DES ARDOISIERES
74110 MORZINE

Références : 202207/07-RAP-InspArdFGrorodMorzine-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement Ardoisière Fangle Grorod implanté Route des Ardoisières 74110 MORZINE. L'inspection a été annoncée le 10/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDOISIERE FANGLE GRORID
- ROUTE DES ARDOISIERES 74110 MORZINE
- Code AIOT dans GUN : 0006101862
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La Société A Responsabilité Limitée (SARL) Ardoisières du Fangle-Grorod a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière souterraine d'ardoises par arrêté préfectoral du 21 juin 2007 pour une durée de 30 ans.

L'autorisation porte sur les parcelles 12 à 16, 651, 655, 656, 657, 675, 676, 678 et 680 de la section AL, 213 à 220 de la section AK, 720 à 723 et 868p de la section A pour une superficie de 30 700 m². La carrière comporte 4 galeries, 3 pour l'exploitation (0, 1a et b) et une pour l'issue de secours (2). L'exploitation est saisonnière, elle se déroule d'octobre/novembre à mai/juin selon les enneigements.

La production annuelle moyenne est 30 à 40 tonnes pour 5 à 10 m² exploités.

La société titulaire de l'autorisation d'exploiter la carrière est une SARL dont le gérant monsieur Pierre-Yves GROROD n'est pas salarié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection 2022
- Suivi d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------|--|---|-----------------------|
| 1 | Suite inspection 2022 | Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.5 | Mise en demeure, respect de prescription | 5 mois |
| 3 | Suite inspection 2022 | Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.4.1 et 7.4.3 | Mise en demeure, respect de prescription | 5 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|-----------------------|--|
| 2 | Suite inspection 2022 | Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.4.1 et 7.4.3 |
| 4 | Suite inspection 2022 | Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article Annexe |
| 5 | Extraction | Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 1 |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|---|
| 6 | Dispositions générales | Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 5 |
| 7 | Etude de stabilité – Suivi des désordres | Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.4 I. Et 7.4.3 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite des constats effectués, l'inspection des installations propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie un arrêté préfectoral de mise en demeure pour non respect des prescriptions (constats n°1 et 3).

Les autres constats ne font pas l'objet de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection 2022

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité – Suivi des désordres |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il sera établi un plan de l'ensemble des travaux à l'échelle 1/1 000e.</p> <p>Sur ce plan seront reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation avec un repérage des parcelles par rapport au cadastre, • les limites du périmètre autorisé, • les cotes des points significatifs ainsi que les parties abandonnées des travaux. <p>La mise à jour de ce plan devra avoir lieu une fois par an. Dans le mois qui suit, ce plan certifié et signé par l'exploitant, sera adressé à l'inspection des installations classées (DRIRE).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>A la date de l'inspection, ni le Pôle Administratif des Installations Classées ni l'inspection des installations classées n'ont été destinataires soit du plan d'exploitation soit d'une demande de modification de cette prescription.</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant nous a de nouveau déclaré qu'il souhaitait réaliser ce plan après chaque tir. Il nous a montré un courrier en ce sens qu'il souhaitait envoyer à monsieur le préfet.</p> <p>L'inspection considère les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les tirs permettent de décompresser le banc en enlevant le « noir » qui est situé entre le banc et le toit ; • lorsque le banc est décompressé, l'exploitant extrait du matériau jusqu'au prochain tir ; • plusieurs années entre chaque tir peuvent s'écouler, car l'extraction des matériaux est relativement faible (quelques centaines de tonnes par an) ; • le dernier plan date de plus de 3 ans, or chaque saison l'exploitant extrait des matériaux ce qui génère un agrandissement de la chambre et une avancée du front d'exploitation ; <p>Au vu de ces éléments, et du fait que l'inspection a déjà abordé cette prescription en 2022, conformément à l'article L. 171-8, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 5 mois et avant le début de la prochaine campagne, l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 26/07/2007 par la transmission d'un plan d'exploitation. Ce plan d'exploitation devra être réalisé par un géomètre et préciser la géométrie du front ainsi que le cubage restant jusqu'au prochain tir.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 5 mois |

N° 2 : Suite inspection 2022

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.4.1 et 7.4.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des désordres |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescriptions contrôlées : <p>L'exploitant tracera l'ensemble des suivis qu'il réalise (demandés ou non par le bureau géotechnique) par écrit : date d'intervention, intervention réalisée (purge, test, suivi des témoins, ancrage, etc.), résultat.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une procédure d'urgence par écrit (page de garde du cahier de suivi des désordres par exemple) avec a minima les actions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Régression au niveau de la cloche :<ul style="list-style-type: none">• condamnation de l'accès ;• avertissement de la DREAL par mail aux adresses suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ emmanuelle.maillard@developpement-durable.gouv.fr ;◦ ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr ;• appel du bureau de géotechnique pour programmer une inspection de la galerie ;2. évolution d'un désordre<ul style="list-style-type: none">• condamnation du lieu ou matérialisation de l'interdiction de pénétrer dans la zone où le désordre a évolué ;• avertissement de la DREAL par mail aux adresses suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ emmanuelle.maillard@developpement-durable.gouv.fr ;◦ ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr ; <ul style="list-style-type: none">• appel du bureau de géotechnique pour programmer une inspection de la galerie. |
| Constats : <p>Le jour de l'inspection nous avons constaté la mise en place du registre où l'exploitant trace l'ensemble de ses actions.</p> <p>Nous avons également constaté que l'exploitant a mis en place une procédure d'urgence. Cette dernière est inscrite dans le cahier de suivi des désordres.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Suite inspection 2022

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.4.1 et 7.4.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ancrages |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>Sous 6 mois, l'exploitant doit recenser l'ensemble des ancrages présents dans chaque galerie 0, 1ab et 2 sur un plan.</p> <p>Il annotera chaque ancrage, pour préciser si visuellement et après nettoyage de la corrosion, il considère que l'ancrage assure toujours sa fonction de sécurité.</p> <p>Il précisera également si des ancrages ne sont plus nécessaires ou si d'autres ancrages doivent être ajoutés (fissure de toit, pelle, etc.). Il transmettra un planning prévisionnel pour le traitement/remplacement des ancrages qui le nécessite.</p> |
| Constats : <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant nous a transmis un plan où les ancrages sont répertoriés dans les galeries 0 et 1ab. Le recensement dans la galerie 2 n'a pas été réalisé.</p> <p>L'exploitant nous a expliqué que cette dernière était utilisée uniquement pour le secours et l'aérage.</p> <p>Aucune précision concernant les ancrages n'a été apporté par l'exploitant.</p> <p>Nous avons contrôlé dans les galeries 0 et 1 ab que l'ensemble des ancrages a été correctement recensé.</p> |

L'inspection constate que des ancrages n'ont pas été recensés, en particulier ceux qui sont situés au droit des zones de remblais de part et d'autre de la galerie. Un ancrage dans la chambre de la galerie 0 n'a également pas été recensé.

Au vu de ces constats et des déclarations de l'exploitant, l'inspection ne dispose pas d'un plan qui recense la totalité des ancrages dans chaque galeries et des éléments demandés pour déterminer :

- pour chaque ancrage :
 - lesquels doivent être remplacés ;
 - lesquels peuvent être conservés et qui nécessitent uniquement un brossage et une peinture anticorrosion ;
 - s'ils assurent toujours leur fonction de sécurité ;
- si de nouveaux ancrages sont nécessaires (apparition de fouets, fractures, etc.) ;
- le planning de réalisation par rapport à la priorisation de remplacement.

Au vu de ces éléments, et du fait que l'inspection a déjà abordé cette prescription en 2022, conformément à l'article L. 171-8, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 5 mois et avant le début de la prochaine campagne, les articles 7.4.1 et 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 26/07/2007 par la transmission des éléments cités ci-avant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Suite inspection 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article Annexe

Thème(s) : Situation administrative, Garanties Financières

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescriptions contrôlées :

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Constats :

La date d'échéance des garanties financières pour cette carrière est le 30/09/2022.

A la date de l'inspection, ni le Pôle Administratif des Installations Classées ni l'inspection des installations classées n'ont été destinataires de l'original du renouvellement des Garanties Financières.

L'exploitant nous a remis en séance les garanties financières datées du 24/05/2023 qui courent du 25/05/2023 au 21/06/2027.

Observations :

L'inspection rappelle que l'exploitant devra transmettre le renouvellement de ces garanties financières 3 mois avant la date d'échéance soit avant le 21/03/2027.

A défaut, il sera proposé à monsieur le préfet de la Haute-Savoie un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Extraction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescriptions contrôlées : Exploitation de carrière souterraine d'ardoises (schistes ardoisiers) dont la superficie est de 30 700 m ² Parcelles concernées <ul style="list-style-type: none">• section A n° 720 à 723 et 868 p ;• section AK n° 213 à 220 ;• section AL n° 12 à 16, 651, 655,656,657,675, 676,678, et 680. La carrière souterraine se décompose comme suit : <ul style="list-style-type: none">• trois galeries d'extraction 0, 1a et 1b desservies par deux tunnels d'accès (accès commun pour les galeries 1a et 1b) et reliées par une communication existante (issue de secours) ;• la galerie 2 à usage exclusif d'issue de secours en commun avec la carrière de la SARL Maurice BUET. Productions autorisées <ul style="list-style-type: none">• moyenne : 650 t/an ;• maximale : 780 t/an. |
| Constats : L'exploitation de l'ardoisière a été réalisée de janvier à mars 2022. Seule la galerie 0 a été exploitée. L'exploitant a déclaré le volume des extractions réalisées et la quantité de déchets inertes acceptés dans la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets pour l'année 2022. l'exploitation génère environ 40 à 50 % de stériles. Les chutes issues de la réalisation des ardoises sont toujours utilisées par M. Grorod dans son entreprise de TP. Elles forment un tas de taille très modeste à proximité de l'entrée de la galerie 0. Il les utilise dans le cadre de soubassement, sous-couche, etc. Nous n'avons pas constaté d'évolution du tas des stériles à l'entrée de l'ardoisière. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Dispositions générales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès, affichage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescriptions contrôlées : L'entrée des tunnels d'accès aux galeries doit être fermée à clef lorsqu'il n'y a pas de personnel à l'intérieur. Le danger est signalé par des pancartes placées sur les chemins d'accès aux abords des tunnels. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. |
| Constats : Le jour de l'inspection, nous avons constaté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• il n'y avait aucune activité dans la carrière, l'entrée de chaque galerie était fermée à clé 0, 1ab et 2 ;• nous avons testé la solidité des portes des galeries 1 et 2 ainsi que l'ouverture et la |

| |
|--|
| <p>fermeture de ces dernières. Nous n'avons pas constaté de dysfonctionnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • un dispositif mobile (chaîne) a été mis en place pour fermer l'accès au périmètre de la carrière en dehors des heures de présence de M. Grorod. Il n'a toujours pas été remplacé par la mise en place d'un portail coulissant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Etude de stabilité – Suivi des désordres

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.4 I. Et 7.4.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité – Suivi des désordres |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescriptions contrôlées :</p> <p><u>Articles 7.4.1. Méthode d'exploitation</u></p> <p>(...)</p> <p>Dans tous les cas, le toit de l'exploitation se situera au niveau du banc dénommé « La taille ». Il sera procédé à un boulonnage systématique du toit au droit des passages de circulation permanente (couloirs) ainsi que dans les zones déjà exploitées, avant approfondissement lorsque des hétérogénéités sont constatées. Les boulons posés auront une longueur minimale de deux mètres. Dans les zones en cours d'exploitation, des piliers provisoires de soutènement seront placés si nécessaires pour garantir la zone de travail.</p> <p>Il sera procédé autant que nécessaire, à des travaux de purge. Les déchets d'extraction, résultant de l'abattage à l'explosif seront empilés jusqu'au toit, en lieu et place des vides créés par l'exploitation pour réduire les galeries d'accès aux fronts à une largeur de 5 mètres environ.</p> <p><u>7.4.3. Stabilité de la carrière</u></p> <p>L'étude de stabilité SIMESCOL jointe à l'étude d'impact a été réalisée dans l'hypothèse d'un rocher massif très peu fracturé. Si ces conditions n'étaient plus vérifiées, de nouvelles dispositions devront être étudiées.</p> <p>Tous les 5 ans, une reconnaissance géologique de la carrière par un organisme compétent devra être effectuée pour vérifier l'absence de dégradations du site.</p> <p>Toute instabilité susceptible de mettre en péril le personnel ou l'exploitation impliquera l'arrêt de l'exploitation afin d'évaluer les risques et la prise des mesures nécessaires pour éliminer le risque. Information en sera immédiatement donnée à l'inspecteur des installations classées (DRIRE).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a regardé l'ensemble des ancrages qui sont situés dans les galeries (cf constat n°3). Le suivi des désordres et leur évolution n'a pas été inspecté.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suite |
| Proposition de suites : Sans objet |